

Bérengère JOLY
e-mail : b.joly@fpifrance.fr

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Depuis janvier 2013 : Directrice juridique de la Fédération de Promoteurs Immobiliers de France

- *Veille législative* : analyse de projets et/ou propositions de loi, rédaction d'amendements ;
- *Veille réglementaire* : participation aux réunions de concertation/échanges avec les services des ministères sur les projets de décrets, d'arrêtés, de circulaires et d'instructions fiscales, ...
- *Veille juridique* : supervision de la rédaction des articles juridiques de la newsletter hebdomadaire, rédaction de notes de commentaires de la réglementation applicable, mise à jour de modèles de documents, organisation et animation de journées d'information pour les adhérents, réponses aux consultations des membres
- *Institutionnel* : animation de commissions ou groupes de travail, rédaction de notes d'analyse et/ou de propositions sur les thèmes définis par le Délégué général, le Président et les Vices-Présidents, échanges et coordination avec d'autres fédérations
- *Interventions* à divers colloques immobiliers universitaires (AFDCI), professionnels (FNAU, FNTP, CSN,...)

CENTRES D'INTERETS

Membre du Conseil d'Administration de l'AFDCI

Membre du Comité de rédaction de la revue Opérations immobilières (groupe Le Moniteur)

Enseignante à l'ICH (droit de la promotion immobilière)

PUBLICATIONS

« ZAN, trois lettres pour guide l'aménagement du territoire des trente prochaines années », Opérations immobilières N°145

« Comment les promoteurs appréhendent-ils la dérogation « espèces protégées » dans la mise en oeuvre de leurs projets ? », Opérations immobilières, N°139

La crise « Covid-19 » et la promotion immobilière, N°130

« Du Déconfinement aux 3 D pour la relance du secteur immobilier », Actes Pratiques et Ingénierie Immobilière, Trimestriel N°2 2020

« Vers une consolidation de l'arsenal juridique pour accélérer le traitement de recours contre les permis et leur sécurisation », Actes Pratiques et Ingénierie Immobilière, Trimestriel N°1 2019

« Projet de loi ELAN : la réduction des recours contre les permis ne pourra pas se faire sans un encadrement des délais de jugement et une amélioration des outils existants », RDI N°6 Juin 2018

« Réflexions sur les aménagements à apporter à la Loi pour un juste équilibre », La Semaine juridique Notariale et immobilière, 28 juillet 2017